

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 10 avril 1997, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté royal "fixant le montant des rétributions auxquelles peuvent donner lieu les prestations effectuées par les services du commissaire d'arrondissement compétent pour la Région de langue allemande", a donné le 16 juillet 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantie-kamer, op 10 april 1997 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het bedrag van de retributies waartoe de door de diensten van de arrondissements-commissaris die bevoegd is voor het Duitse taalgebied verrichte prestaties aanleiding kunnen geven", heeft op 16 juli 1997 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Préambule

1. A l'alinéa 1er, on écrira :

"notamment l'article 76, § 2, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;".

2. Il convient d'insérer un alinéa 3 nouveau visant l'avis de l'inspecteur des Finances avec l'indication de sa date.

3. A l'alinéa 4, devenant l'alinéa 5, il convient d'écrire :

"Vu l'avis du Conseil de la Communauté germanophone donné le 17 février 1997;".

Dispositif

Observations préalables

1. La division de l'arrêté en projet en chapitres n'est pas justifiée au regard du nombre réduit d'articles qu'il contient.

.../...

2. La division d'un article s'opère à l'aide de 1º, 2º, etc., qui eux-mêmes se divisent en a), b), etc. L'on veillera au respect de cet usage, notamment à l'article 4.

Article 1er

Dans la mesure où l'article 1er du projet contient des définitions de concepts (3 et 4) que l'on ne retrouve pas dans les autres articles du projet, celles-ci doivent être omises. De même, les définitions prévues aux points 1 et 2 ne sont guère utiles à la compréhension du projet et doivent également être omises.

Article 2

L'article 2 du projet ne fait que paraphraser l'article 76, § 2, de la loi ordinaire du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone. De l'accord de la fonctionnaire déléguée, il sera supprimé.

Article 3

Dans son avis du 17 février 1997, le Conseil de la Communauté germanophone a fait remarquer que les organes de la Communauté doivent parfois recourir aux services de traduction du commissaire d'arrondissement ainsi que des neuf communes de la Région de langue allemande et estime que

.../...

ces demandes ne devraient pas être soumises à une rétribution.

Interrogée sur la raison objective qui justifie l'exception prévue en faveur des autorités administratives fédérales, la fonctionnaire déléguée a répondu ce qui suit :

"Les autorités administratives fédérales seraient dispensées du paiement des rétributions prévues, car l'Etat fédéral, qui assume déjà, notamment, la charge budgétaire du service central de traduction allemande, locaux et personnel (une trentaine d'agents statutaires et contractuels) et frais de fonctionnement, n'avait pas, dans l'esprit des auteurs du texte, à payer, en outre, pour les prestations qu'il demandera lui-même à ce service, et ce d'autant plus qu'un arrêt de la Cour d'arbitrage, du 14 juillet 1994, rendu sur question préjudicielle (n° 59/94), impose la traduction systématique en langue allemande des textes fédéraux législatifs et réglementaires postérieurs au 1er janvier 1989 et la traduction progressive des textes antérieurs à cette date.

Je précise que le produit de ces rétributions sera de toute façon intégralement reversé au Trésor; il ne s'agit pas de recettes affectées.

D'autre part, il est exact que le service central de traduction allemande effectue des traductions, non plus vers l'allemand, mais vers le français et le néerlandais, pour la Communauté germanophone et pour les neuf communes de la Région de langue allemande.

Cette pratique va au-delà des prévisions de l'article 76 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, mais résulte au moins, partiellement, d'un ordre donné dès 1978 par le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. H. BOEL.

Si ces traductions sont destinées à des organes de tutelle ou de contrôle fédéral, qui ne sont pas débiteurs de la rétribution, la demande de traduction pourra être faite par ou pour ces organes, en sorte que

.../...

la situation serait inchangée. Dans toutes les autres hypothèses, les rétributions devront être versées. Je ne vois pas, ici, de raison objective d'appliquer à ces institutions un régime plus favorable ou l'exonération totale.

Le Conseil germanophone explicite d'ailleurs fort peu les "raisons administratives" pour lesquelles il doit demander des traductions vers le français et le néerlandais.

La revendication qu'il a formulée le 17.2.97 en faveur de la Communauté germanophone et des neuf communes précitées n'a, en tout cas, paru, ni à l'Administration, ni au Cabinet, comme suffisamment étayée pour justifier un changement du texte du projet d'arrêté royal."

L'argument développé par la fonctionnaire déléguée suivant lequel les traductions en français et en néerlandais dépasseraient les prévisions de l'article 76, peut se justifier au regard du paragraphe 1er de cette disposition, qui ne concerne que les traductions en allemand, mais aussi, au regard des travaux préparatoires de la loi du 18 juillet 1990, modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (1). Si ceux-ci n'explicitent guère la portée de l'article 76, § 2, précité, ils mettent surtout en évidence la nécessité de procurer aux citoyens de langue allemande, les lois et règlements dans leur langue maternelle.

(1) Doc. parl. Sénat, session 1989-1990, n° 927/2, pp. 17 et suiv.; Doc. parl. Sénat, session 1989-1990, amendement proposé par MM. Eicher et consorts, n° 927/3; Ann. parl. Sénat, séance du 4 juillet 1990, pp. 2488 et suiv.

L'habilitation donnée au Roi en vertu de l'article 76, § 2, précité, de fixer le montant des rétributions pour les prestations effectuées par les services du commissaire d'arrondissement, ne peut donc concerner que les prestations autorisées par cette disposition.

En conséquence, les travaux de traduction visés à l'article 4 du projet doivent se limiter à des traductions en allemand. Les autres cas de traduction cités par la Communauté germanophone ne peuvent, dès lors, être régis par le présent projet.

*

*

*

Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations faites à la fin de la version néerlandaise du présent avis.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. In het eerste lid schrijve men : "inzonderheid op artikel 76, § 2, vervangen bij de wet van 18 juli 1990,".

2. Er dient een nieuw derde lid te worden ingevoegd, waarin wordt verwezen naar het advies van de inspecteur van Financiën met vermelding van de datum ervan.

3. In het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, schrijve men :

"Gelet op het advies van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, gegeven op 17 februari 1997;".

Bepalend gedeelte

Voorafgaande opmerkingen

1. Vanwege het geringe aantal artikelen is het niet gerechtvaardigd het ontworpen besluit in te delen in hoofdstukken.

2. Een artikel wordt verdeeld in 1°, 2°, enz., welke verdelingen verder worden onderverdeeld in a), b), enz. Men

.../...

dient erop toe te zien dat dit gebruik wordt nageleefd, meer bepaald in artikel 4.

Artikel 1

Artikel 1 van het ontwerp bevat omschrijvingen van begrippen (3 en 4) die men niet in de overige artikelen van het ontwerp terugvindt. Bijgevolg dienen die omschrijvingen te vervallen. De begripsomschrijvingen die zijn gegeven in de punten 1 en 2, zijn nauwelijks dienstig voor de bevatte-lijkheid van het ontwerp en moeten eveneens vervallen.

Artikel 2

Artikel 2 van het ontwerp is slechts een parafrase-ring van artikel 76, § 2, van de gewone wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap. Dit artikel behoort te vervallen. De gemach-tigde ambtenaar is het hiermee eens.

Artikel 3

In zijn advies van 17 februari 1997 doet de Raad van de Duitstalige Gemeenschap opmerken dat de organen van de Gemeenschap soms een beroep moeten doen op de vertaal-diensten van de arrondissementscommissaris en van de negen gemeenten van het Duitse taalgebied en stelt hij dat voor die prestaties geen vergoeding verschuldigd zou moeten zijn.

.../...

Op de vraag naar de objectieve reden die de uitzondering ten voordele van de federale administratieve overheden rechtvaardigt, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Les autorités administratives fédérales seraient dispensées du paiement des rétributions prévues, car l'Etat fédéral, qui assume déjà, notamment, la charge budgétaire du service central de traduction allemande, locaux et personnel (une trentaine d'agents statutaires et contractuels) et frais de fonctionnement, n'avait pas, dans l'esprit des auteurs du texte, à payer, en outre, pour les prestations qu'il demandera lui-même à ce service, et ce d'autant plus qu'un arrêt de la Cour d'arbitrage, du 14 juillet 1994, rendu sur question préjudicielle (n° 59/94), impose la traduction systématique en langue allemande des textes fédéraux législatifs et réglementaires postérieurs au 1er janvier 1989 et la traduction progressive des textes antérieurs à cette date.

Je précise que le produit de ces rétributions sera de toute façon intégralement reversé au Trésor; il ne s'agit pas de recettes affectées.

D'autre part, il est exact que le service central de traduction allemande effectue des traductions, non plus vers l'allemand, mais vers le français et le néerlandais, pour la Communauté germanophone et pour les neuf communes de la Région de langue allemande.

Cette pratique va au-delà des prévisions de l'article 76 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, mais résulte au moins, partiellement, d'un ordre donné dès 1978 par le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. H. BOEL.

Si ces traductions sont destinées à des organes de tutelle ou de contrôle fédéral, qui ne sont pas débiteurs de la rétribution, la demande de traduction pourra être faite par ou pour ces organes, en sorte que la situation serait inchangée. Dans toutes les autres hypothèses, les rétributions devront être versées. Je

.../...

ne vois pas, ici, de raison objective d'appliquer à ces institutions un régime plus favorable ou l'exonération totale.

Le Conseil germanophone explicite d'ailleurs fort peu les "raisons administratives" pour lesquelles il doit demander des traductions vers le français et le néerlandais.

La revendication qu'il a formulée le 17.2.97 en faveur de la Communauté germanophone et des neuf communes précitées n'a, en tout cas, paru, ni à l'Administration, ni au Cabinet, comme suffisamment étayée pour justifier un changement du texte du projet d'arrêté royal."

Het door de gemachtigde ambtenaar aangevoerde argument dat de vertalingen in het Frans en in het Nederlands buiten de werkingssfeer van artikel 76 zouden vallen, kan worden gerechtvaardigd in het licht van paragraaf 1 van die bepaling, die alleen betrekking heeft op vertalingen in het Duits, maar ook op basis van de parlementaire voorbereiding van de wet van 18 juli 1990 tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap (1). Die parlementaire voorbereiding verduidelijkt nauwelijks wat de strekking is van het voormelde artikel 76, § 2, maar wijst vooral op de noodzaak aan de Duitstalige burgers de wetten en verordeningen te bezorgen in hun moedertaal.

(1) Gedr. St. Senaat, zitting 1989-90, nr. 927/2, blz. 17 e.v.; Gedr. St. Senaat, zitting 1989-90, amendement ingediend door de heer Eicher c.s., nr. 927/3; Hand. Senaat, vergadering van 4 juli 1990, blz. 2488 e.v.

De ingevolge het voormelde artikel 76, § 2, aan de Koning verleende machtiging om het bedrag van de vergoedingen voor de prestaties van de diensten van de arrondissementscommissaris vast te stellen kan dus slechts betrekking hebben op de door die bepaling toegestane prestaties.

Derhalve dienen de in artikel 4 van het ontwerp bedoelde vertalingen beperkt te blijven tot vertalingen in het Duits. Dit ontwerp kan bijgevolg niet van toepassing zijn op de andere gevallen van vertaling die de Duitstalige Gemeenschap opgeeft.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden de volgende tekstvoorstellen gedaan.

1. In het opschrift dient het woord "arrondissements-commissaris" te worden vervangen door het woord "arrondissementscommissaris".

2. In artikel 5 dient het woord "werken" te worden vervangen door het woord "prestaties".

3. Artikel 6 dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 6 De facturen dienen te worden betaald binnen een maand na de uitschrijving ervan door bank- of postoverschrijving op de opgegeven rekening. Voor publiekrechtelijke personen wordt de betalingstermijn vastgesteld op twee maanden.".

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. LIENARDY,

J. van COMPERNOLLE,
J.-M. FAVRESSE,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur
adjoint. La note du Bureau de
coordination a été rédigée et
exposée par M. Ph. BROUWERS,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitge-
bracht door Mevr. P. VANDERNACHT,
adjunct-auditeur. De nota van
het Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door de
H. Ph. BROUWERS, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS